

**LETTRE OUVERTE du COLLECTIF DES CITOYENS DE MAYOTTE**

**du 14 Avril 2019**

**Pour Publication immédiate**

                                                                                                            Mayotte, le 14 Avril 2019

Monsieur le Ministre de l’Intérieur,

nous étions venus en Petite-Terre vous accueillir mais les Renseignements Généraux nous ont barré le chemin tant le dialogue contradictoire semble malvenu avec l’Etat et ses représentants à Mayotte. Il est vrai que le Collectif des Citoyens a pour mission de porter la voix de nos compatriotes qui ne vous mettront pas de colliers de fleurs au cou ni ne chanteront gaiement les louanges d’une République qui abandonne Mayotte. **Nous portons la colère et l’exaspération de la grande majorité silencieuse des Mahoraises et des Mahorais qui ne se satisfont plus des beaux discours qui accompagne le tourisme ministériel alors qu’ils subissent la violence banalisée sur notre île envahie par l’immigration clandestine**.

**Les causes même de la mobilisation historique de l’an dernier sont toujours là: les coupeurs de route sont de retours, les bandes de jeunes sèment à nouveau la terreur dans les établissements scolaires et dans les rues, des crimes sanglants restent impunis et nous comptons les morts alors que vos services restent passifs**. Les effectifs de police et de gendarmerie restent bien maigres et sous-équipés face à aux défis sécuritaires et **les consignes préfectorales (publiées dans la presse et non démenties) les enjoignent carrément à laisser les immigrants en situation irrégulière circuler tranquillement**. Nous vous demandons **d’appliquer la loi républicaine, d’appréhender les clandestins et de les expulser avec des Interdictions de Territoire** pour que ces derniers cessent d’utiliser la PAF comme moyen de transport gratuit pour aller aux Comores les bras chargés de cadeaux. La bienveillance des autorités est telle qu’elle est maintenant connue sur tout le continent africain qui nous envoie désormais ses migrants…

Les faits sont plus parlants que les longs discours et l’action de vos services à Mayotte est bel et bien d’accueillir et de choyer les Comoriens en situation irrégulière alors qu’ils monopolisent tous les services publics (établissements scolaires, centre hospitalier etc) et ravagent notre patrimoine naturel avec l’agriculture sauvage, le brulis, la construction de bidonvilles, la pollution des rivières transformées en lavoirs.

Votre première étape sur notre île a d’ailleurs été dans le bidonville de la Vigie en Petite Terre, zone notoirement connue pour être un campement illégal de clandestins. Quel message envoyez vous par votre opération sourire aux immigrés en situation irrégulière et ballade en bras de chemise si ce n’est de valider l’occupation illégale de terrains privés, la mise en danger d’autrui avec des constructions vulnérables aux aléas climatiques et la destruction du patrimoine environnemental de Mayotte? Vous agissez en cohérence avec la bienveillance coupable de l’Etat envers la colonisation comorienne: malgré les belles promesses, **nos frontières sont toujours une passoire alors que vos services distribuent des titres de séjour d’exception à une échelle industrielle** pour fixer les Comoriens à Mayotte (19322 titres de séjour délivrés à Mayotte selon le Préfecture en 2017).  Plus grave, la question de libre circulation des détenteurs de cartes de séjour délivrées à Mayotte: selon les dispositions actuelles, ces dernières ne sont pas valables hors de Mayotte. Cette exception administrative fixe les migrants sur notre île et la transforme en centre de rétention/d’intégration à ciel ouvert. **La porosité de nos frontières pose un risque sanitaire grave pour la population avec l’entrée de produits agricoles interdits, alimentaires dangereux, d’animaux malades, épidémies**... Que dire de la prospérité insolente des réseaux criminels spécialisés dans les trafics et vols en tout genre ? Ou encore de l’arrivée de dizaines d’insurgés comoriens armés sur notre île cet automne ?

Nous attendons toujours une **augmentation massive et permanente des effectifs des forces de sécurité largement en sous effectif** : seulement 1052 gendarmes et policiers en 2018 selon la Préfecture de Mayotte pour une population de 256 000 habitants selon l’INSEE et des dizaines de milliers de clandestins hors statistiques…. **Nous dénonçons la mise en place des milices villageoises de citoyens** (souvent étrangers) pour assurer la sécurité publique. Nommées Gilets jaunes (malheureux, non?), ces milices sont cornaquées par la gendarmerie dans une collaboration baroque. Rebaptisées "Maillots jaunes" (l'idée d'un fonctionnaire fan du Tour de France?), ces milices opèrent en rendant parfois justice elles-mêmes quand elles ne se mettent pas en grève pour réclamer des permis de séjour. Certains de ces miliciens sont même des repris de justice: vous conviendrez que c'est gênant mais finalement logique que les malfrats s'imposent sur notre île quand l'Etat leur ouvre la porte en n'assumant pas ses missions régaliennes.  
  
Nous attendons toujours des moyens conséquents de surveillance et de dissuasion à la hauteur du problème migratoire: comme annoncé dans la Manche pour lutter contre les traversées clandestines, il est urgent **d’équiper Mayotte de bateaux ultra rapides, drones de surveillance maritimes, lunettes infrarouges, caméras piège, remorques éclairantes, éclairages mobiles haute puissance, des moto-cross pour patrouiller sur les plages et de camionnettes transformées en commissariat mobile**.

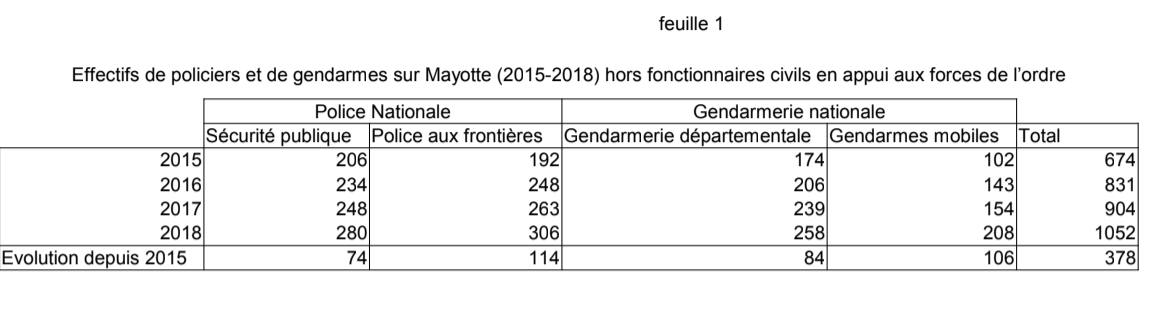
Nous vous demandons de mobiliser les services de l’Etat avec des actions fortes : il est i**nacceptable que les clandestins s’installent et créent des villages dans les forêts domaniales et la zone des pas géométriques sur le littoral mahorais**. Ces zones sont directement sous la responsabilité de l’Etat. Le Ceseda prévoit des poursuites légales contre toute personne qui a par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l’entrée, la circulation ou le séjour irréguliers, d’un étranger en France. Comment est il possible que des terrains publics protégés accueillent des étrangers en situation irrégulière ? Nous vous demandons faire **signer les décisions préfectorales mobilisant les forces de l’ordre pour faire exécuter les décisions de justice** ordonnant l’expulsion des terrains privés occupés illégalement.

Evoquons rapidement votre mission de protection civile qui couvre le champs des catastrophes naturelles et **les séismes que Mayotte** subit chaque jour depuis quasiment un an. Nous attendons toujours des **financements massifs pour sécuriser les bâtiments dangereux et la déclaration d’état de catastrophe naturelle** pour faire marcher les assurances des personnes privées. Doit on aussi vous rappeler la question de la radicalisation et du terrorisme qui surgissent sur notre île jusqu’alors paisible ? Quelles sont les réponses de l’Etat ?

Les Mahoraises et les Mahorais sont des Français comme les autres : ils sont en droit de vivre en sécurité, de circuler librement sans craindre pour leur intégrité physique, de posséder des biens qui ne seront pas pillés, d’envoyer leurs enfants à l’école de la République sans peur, d’avoir des services de l’Etat qui fonctionnent et assurent leur protection.  
  
Notre devise « Ra Hachiri » signifie que nous sommes vigilants : depuis 1841, date depuis laquelle Mayotte est française, elle nous guide et s’ancre dans la promesse de Liberté, d’Egalité et de Fraternité républicaine. Il est temps que l’Etat soit à la hauteur.

**Le Collectif des Citoyens de Mayotte**

ANNEXES/ INFOGRAPHIES



La croissance exponentielle de l’immigration sur ces dernières décennies dresse le tableau évident d’une comorianisation de Mayotte: le nombre d'étrangers passé de près de 13 000 en 1991, soit 14 % de la population à plus de la moitié de la population en 2017 La tendance s’inscrit sur le temps long et s’accélère sur la dernière décennie. Selon Isabelle Kaufmant et Henry R Godard, auteurs de l’étude ”Immigration dans les outre-mers français de l'océan Indien, Comoriens à Mayotte, Métropolitains à La Réunion” publié par Association pour les espaces naturels, Paris en 2001 à Paris : « *À Mayotte, le solde migratoire moyen annuel s'élève régulièrement depuis les années 1960. Il est passé d'environ 250 personnes entre 1958 et 1978 à 850 entre 1985 et 199, puis à 1300 entre 1985 et 1991 et enfin à 2 000 entre 1991 et 1997. Pendant cette même période, plus de 20 000 personnes se sont installées à Mayotte, contre 12 000 entre 1985 et 1991. Entre les deux derniers recensements, 70 % des nouveaux arrivants sont venus de la République fédérale islamique des Comores (RFIC) et 19 % de la France métropolitaine ou d'un autre espace ultramarin. À Mayotte, le nombre d'étrangers a plus que doublé entre 1991 et 1997. Il est passé de près de 13 000 en 1991, soit 14 % de la population, à plus de 28 000 en 1997, soit 21,5 % de la population. C'est seulement à partir de 1991 que les recensements réalisés à Mayotte font état de la nationalité (…) Le nombre d'habitants nés à l'étranger a sextuplé entre 1978 et 1997. Il est passé de 5 000 en 1978, soit 11 % de la population totale, à 6 500 en 1985, 15 000 en 1991 et plus de 30 000 en 1997, soit 23 % de la population de l'archipel (...) 87% de la population née hors de Mayotte avait vu le jour à l’étranger en 1997*. »